ATELIER

1

PRÉCARITÉ, RELÈVE ET VIE SYNDICALES

Conseil fédéral
13 au 15 novembre 2013

fneeq CSN

Atelier du comité précarité, relève et vie syndicales

Animateur : Sylvain Marois **Secrétariat : Julie Gauthier**

Déroulement

1) L'atelier est divisé en 3 :
   a. La vie syndicale. *(Rapporteur : Pierre Gauthier)*
   b. La formation *Syndicalisme et société.* *(Rapporteuse : Katerine Deslauriers)*
   c. La précarité en enseignement supérieur. *(Rapporteuse : Chantal Baudry)*

2) 30 minutes par sujet et 30 minutes sur l'ensemble.

3) Objectifs :
   a. Constats : état de la situation.
   b. Solutions : comment changer les choses ?
   c. Orientations des travaux du comité.

1) La vie syndicale

Présentation

De plus en plus, nos syndicats s'interrogent sur la vitalité de leur vie syndicale et sur les moyens de la stimuler. Difficulté d'atteindre le quorum lors des assemblées générales, relève difficile à trouver, les journaux syndicaux restent sur les présentoirs, autant de préoccupations qui traversent nos rangs. Pourtant, plusieurs des syndicats affiliés à la FNEEQ ont connu un regain de vivacité lors du printemps érable en 2012…

Nous voulons réfléchir durant le présent atelier sur l'état de la mobilisation de nos syndicats. Qu'en est-il du deuxième front parmi nos membres ? Est-ce que les campagnes de la CSN rejoignent nos adhérents ? Comment concilier le premier front, la défense des intérêts économiques et professionnels de nos membres et le deuxième front, la promotion des intérêts sociopolitiques de nos membres et de toute la société ?

Nous désirons lancer le débat pour identifier les pratiques syndicales qui ont connu un certain succès dans nos rangs et voir ce qui limite une vie syndicale dynamique de nos syndicats. Si notre vie syndicale est souffrante, de quoi souffre-t-elle et comment pouvons-nous la remettre sur ses pieds ?

Questions

NB : Éviter de faire une suite de constats catastrophiques

1. Comment définissez-vous la vie syndicale ? Qu'est-ce que c'est ?
2. Quelles sont les pratiques dans vos syndicats ?
3. Avez-vous un ou une responsable de la vie syndicale ?
4. Est-ce que la vie syndicale est nécessairement politique (à contenu politique) ?
5. Est-ce que la vie syndicale était plus vivante au printemps 2012 ?
6. Est-ce que le contenu actuel, les textes produits, les formations offertes (CSN, FNEEQ, etc.) sont utiles à la vie syndicale locale ?
7. Comment la FNEEQ pourrait aider à soutenir, développer et stimuler la vie syndicale locale et nationale ?
8. Sujets et suggestions pour animer la vie syndicale : enjeux sociaux élections, sujets locaux…

2) La formation *Syndicalisme et société*

Mise en situation et contexte historique

C'est lors du Congrès spécial de novembre 2009 que le comité précarité, relève et vie syndicales a reçu le mandat de confectionner un outil qui proposerait un certain historique du syndicalisme, dans le but d'offrir une formation historique, politique et sociale aux syndicats FNEEQ. Le travail a principalement reposé sur les épaules de Thomas Collombat et de Marie Blais, qui ont conçu l'ensemble de cette formation. Une présentation a d'ailleurs eu lieu au Congrès de la FNEEQ en mai 2012. L'idée d'offrir la formation aux membres CSN a aussi été lancée, mais le projet demande maintenant à être terminé et surtout redéfini selon les besoins et attentes des membres de la FNEEQ.

Résumé et objectifs de la formation

Introduction

L'histoire du syndicalisme (de la CSN au Québec en particulier) montre bien qu'il faut allier action syndicale locale, action syndicale nationale, formations, participation citoyenne et actions politiques, provinciales et fédérales, pour que les avancées souhaitées se réalisent.

Faire du syndicalisme, c'est encore aujourd'hui défendre les travailleurs, aider les gens au local, au national et faire respecter les droits de toutes et tous, de façon universelle.

Participer ou militer activement dans un syndicat, comme syndiqué ou comme représentant syndical, c'est s'unir collectivement pour défendre nos intérêts et cela demandera toujours la participation active des membres.

Comment faire alors pour susciter la participation de nos membres ? Comment passer du local au national ? De l'individu aux droits de toutes et tous les travailleurs ?

Leur rappeler l'histoire du mouvement ? Comment les luttes se sont organisées et quels ont été les résultats pour les membres et pour la société? C'est l'idée derrière la formation *Syndicalisme et société*. En voici un court résumé.

Module 1
LES VISAGES DU SYNDICALISME
Relations du travail et action politique

Idée principale

Le syndicalisme moderne s'est toujours développé au sein d'un mouvement plus large, le mouvement ouvrier, qui vise non seulement à défendre les droits des travailleurs au quotidien mais également à proposer une alternative au capitalisme débridé.

Méthode

Sensibiliser les membres au fait que l'action industrielle (la représentation des salariés dans les milieux de travail) et l'action politique sont les deux faces d'une même médaille et s'inscrivent dans un projet de société global. Pour ce faire, on fera essentiellement référence à l'histoire du mouvement ouvrier mais également à différentes formes de syndicalisme pouvant exister à travers le monde.

Module 2
LES PROJETS DE SOCIÉTÉ DU SYNDICALISME
Idéologies, projets et héritages

Idée principale

Le syndicalisme moderne s'inscrit dans les grands courants de pensée politique de son époque. Plusieurs idéologies ont marqué le mouvement syndical et ont toutes laissé des héritages sur le syndicalisme d'aujourd'hui.

Méthode

Présenter de façon synthétique et pédagogique les principaux courants idéologiques ayant influencé les projets de société du mouvement syndical en les illustrant par des exemples et en montrant les héritages qu'ils ont légués, tant en terme de pratiques que de valeurs.

Note pour le module 3

Rapport à l'État-régulateur/Code du travail *(À compléter)*

Questions

1. Est-ce qu'il y a un lien entre le syndicalisme et la société ?
2. Doit-on séparer les relations de travail et l'action politique ?
3. Est-ce que les relations du travail sont politiques ?
4. Est-ce le politique peut façonner les relations du travail ?
5. Est-ce que l'action syndicale peut façonner le politique ?
6. Comment réconcilier «syndicalisme de services» et «syndicalisme politique» ?
7. Est-ce qu'une telle formation pourrait servir à contrer les attaques antisyndicales actuelles ? *(Le cas Labeaume, par exemple)*
8. Comment contrer les préjugés suivants *(tirés du bouquin d'Éric Duhaime)* :
   i. De progressiste, le syndicat se métamorphose en réactionnaire. Le mouvement syndical au Québec évoquait, il y a un demi-siècle, une organisation de défense des travailleurs.
   ii. D'une force de changement légitime, rebelle et contestataire, il s'est transformé en privilégié du système.
   iii. Les syndicats sont véritablement devenus la principale force d'inertie qui aujourd'hui empêche le Québec de se moderniser.
   iv. Le syndicat local c'est ok mais pas politique... Refaire le lien entre le syndicalisme de service et les fédérations et le syndicalisme politique.
9. Est-ce qu'une telle formation est utile ? Si non, quels types d'outils seraient adaptés ou mieux adaptés ? *(à mettre en lien avec la vie syndicale)*
10. Quels devraient être les objectifs d'une telle formation ? Quelle orientation, quelle utilité lui donner ?

3) La précarité en enseignement supérieur

Le Congrès de la FNEEQ, en mai 2012, a adopté la proposition suivante :

Que la FNEEQ :

- mandate le comité école et société pour organiser, en étroite collaboration avec le regroupement université, un forum sur la place des chargées et chargés de cours dans les universités à l'occasion duquel pourraient notamment être étudiés, les thèmes de la reconnaissance, de l'intégration pédagogique et institutionnelle, de l'autonomie professionnelle, de la liberté d'enseignement, de la stabilisation des emplois ainsi que de la recherche et de la création ;

Le regroupement université s'est penché sur ce mandat dès la rentrée, en septembre 2013. Les délégués du regroupement se sont entendus sur la tenue d'une activité à l'automne 2014. Ce *Forum sur la place des chargées et chargés de cours dans les universités* traitera de nombreux sujets, dont deux incontournables : la reconnaissance et la précarité. Nous souhaitons échanger aujourd'hui avec vous sur les divers visages de la précarité en enseignement supérieur.

Mise en contexte

La FNEEQ, en collaboration avec le comité école et société, le comité précarité, relève et vie syndicales ainsi que des militants du regroupement université, va se lancer dans une vaste étude de la précarité en enseignement supérieur au Québec, mais aussi à l'étranger. Un rapport préliminaire sera présenté à la Cocal[1] en août 2014 à New York. Le rapport final de ces travaux sera présenté lors du Forum sur la place des chargées et chargés de cours en novembre 2014.

[1] *COCAL : Coalition of Contingent Academic Labor. Coalition du personnel enseignant précaire en enseignement supérieur.*

Questions

1. Est-il pertinent de dresser un tel portrait de la précarité en enseignement supérieur ?
2. Quelles orientations devraient avoir cette étude de la précarité ?
3. Quels éléments incontournables devraient se retrouver dans cette étude ?
4. Quelles sont les principales conséquences de la précarité et de la contractualisation des enseignants ?
5. Y a-t-il un lien entre la qualité de l'enseignement et le statut d'emploi (entre permanents et contractuels) ?
6. Comment «renouveler» les relations de travail entre les permanents et les contractuels ? Peut-on identifier des objectifs communs ?
7. Dans un objectif de reconnaissance et de stabilisation de l'emploi, comment pourrait-on utiliser les conclusions de cette étude ? La diffuser, l'envoyer au MESRST et dans les administrations universitaires ?
8. On constate une augmentation des contractuels en enseignement supérieur. On constate aussi une multiplication des statuts. Les personnes chargées de cours donnent la majorité des cours de 1er cycle (et, de plus en plus, aux cycles supérieurs). Malgré les effets négatifs de la précarité, est-il possible d'utiliser cette «nouvelle majorité» comme levier politique ou syndical ?

Échange sur les trois thèmes et conclusion